

D 232 EL SALVADOR: L'INFLATION DENONCEE PAR
L'ARCHEVEQUE

L'inflation au Salvador est le thème central d'une longue lettre pastorale publiée dernièrement par l'archevêque de San Salvador.

L'intérêt de ce document réside dans la caution accordée par cette autorité religieuse à l'analyse structurelle du problème de l'inflation: dépendance économique externe, colonialisme interne et manque d'organisation des classes populaires.

Il est une nouvelle illustration du phénomène de substitution politique de l'Eglise dans une société démunie des médiations que sont les partis politiques et les syndicats, en particulier dans un petit pays comme El Salvador.

Saluée par le président de la République, M. Arturo Molina, comme revêtant "une grande signification dans la situation présente", la déclaration de l'archevêque ne semble cependant guère de nature à hâter les changements structurels souhaités.

(Note DIAL)

50e LETTRE PASTORALE DE L'ARCHEVEQUE DE SAN SALVADOR,
MGR LUIS CHÁVEZ Y GONZÁLEZ:
"L'INFLATION AU SALVADOR ET LA CONSCIENCE CHRETIENNE"

"Faisons l'homme à notre image et notre ressemblance..." C'est la mission divine par excellence qui continue, car elle ne se termine pas avec l'acte créateur de Dieu quand il crée l'homme et l'établit comme seigneur du paradis; elle est la mission, pour tous les hommes et toute l'humanité, de faire du monde une terre pour l'homme. Cette mission divine a comme particularité que sa mise en oeuvre aboutit à perfectionner l'homme et à bénéficier celui qui travaille à réalisation. Dieu s'est chargé lui-même de la graver dans la conscience de l'homme, de sorte que, quelles que soient les cultures et les époques historiques, le sens de l'homme permet à chacun de découvrir sa propre dignité et de rechercher un ordre social approprié.

Nous commençons cette lettre pastorale par le rappel de la valeur fondamentale de l'homme dans le monde, parce que nous sommes très préoccupés par le sujet: l'inflation qui sévit au Salvador se présente, pour la conscience chrétienne, comme un défi qui nous oblige à faire référence aux sources de la révélation et à la volonté de Dieu comme créateur et sauveur, ainsi qu'à analyser en profondeur l'ordre qui règne actuellement dans la société. Cette analyse nous permettra de vérifier la

façon dont notre société répond à la volonté de Dieu qui a créé le monde pour les hommes afin qu'ils puissent se réaliser comme image et ressemblance de Dieu, c'est-à-dire devenir intelligents, libres et capables d'aimer.

Les spécialistes de l'économie reconnaissent que l'inflation est l'un des problèmes qui sont à l'origine des crises les plus graves de la société contemporaine. Face à cette situation, les économistes n'hésitent pas à recourir aux mesures les plus draconiennes et les plus extrêmes pour trouver une solution au problème.

C'est la raison pour laquelle nous voulons, en tant que pasteurs, proposer à la conscience des chrétiens quelques considérations faites à la lumière de la pensée sociale de l'Eglise, afin d'apporter une contribution à la recherche d'une solution au problème de l'inflation qui est aujourd'hui le nôtre.

1- COMMENT SE TRADUIT L'INFLATION

Nous ne prétendons pas nous livrer ici à une analyse économique du phénomène de l'inflation. Mais si nous en parlons, c'est d'abord pour nous attarder un moment à la description des manifestations inflationnistes qui se font sentir au Salvador depuis plusieurs mois.

1-1 Les prix montent

L'une des premières manifestations qui concrétisent, pour le public, le phénomène de l'inflation est celle de la montée des prix. Bien que cette hausse ait été générale pour l'ensemble des produits, il y a certaines denrées qui concernent surtout l'économie domestique. Nous signalons ici les articles pour lesquels la hausse des prix s'est fait sentir dans tous les foyers du pays: c'est le cas des haricots noirs dont le prix est au centre des conversations quotidiennes; ils représentent l'élément de base du panier de la ménagère. Nous avons aussi assisté à la flambée des prix pour le riz, le maïs, le lait. Le sucre n'a pas augmenté, mais il est devenu rare; les queues interminables d'acheteurs ont fait leur apparition et on a vu arriver les camions de sucre sur les marchés locaux. Le prix de la viande a lui aussi monté; la viande a toujours été un produit rare dans les familles paysannes; aujourd'hui, il devient parfaitement inaccessible en raison de son prix. Ce sont là des denrées alimentaires de base, d'ailleurs produites dans le pays.

D'autres produits viennent de l'étranger, et leurs prix ont monté proportionnellement aux cours du marché international. Parmi ceux-ci, il y a eu une augmentation sensible du prix de l'essence, ce qui a entraîné l'augmentation des transports. Les engrais ont également augmenté sensiblement puisqu'ils coûtent trois fois plus que ce que nous avions l'habitude de les payer sur le marché local.

1-2 Les profiteurs font des stocks

Dans cette ambiance de hausse des prix, on a vu apparaître ceux qui achètent à bas prix, qui attendent la hausse et qui font ainsi, sans peine aucune, des profits substantiels: les profiteurs. Nous avons eu connaissance de dénonciations faites contre des personnes qui se livrent à

ce genre d'activités commerciales. Nous avons également enregistré les déclarations faites par les autorités gouvernementales et, en ce qui concerne le sucre, nous avons constaté que le gouvernement était effectivement intervenu pour obliger la circulation de cette denrée sur les marchés. Mais l'inflation continue toujours...

1-3 L'augmentation des salaires

Dans cette ambiance de hausse de prix, nous avons vu les fonctionnaires et les ouvriers réclamer de l'augmentation. De fait, celle-ci leur a été accordée, mais sans qu'elle compense cependant l'augmentation des prix. D'où l'anxiété de tant de familles qui voient l'argent leur filer entre les doigts au moment de faire leurs achats.

1-4 Le chômage

L'inflation qui appelle l'augmentation des salaires entraîne aussi l'augmentation du chômage, étant donné que, devant les augmentations salariales, certaines usines ont choisi de licencier une partie de leurs ouvriers et employés. La situation nationale est très grave, car nous avons déjà normalement un taux important de chômage chronique et de sous-emploi. D'après les données du plan national de développement agro-pastoral, on constate que 35% seulement de la population active a du travail pendant toute l'année et que 50% de la même population n'en a que pendant sept mois de l'année.

La presse nationale a sorti en gros titres l'augmentation du chômage aux Etats-Unis: 4%... 6%... 7%... etc! Mais elle ne dit rien sur le chômage inquiétant et chronique dans notre pays. Toute cette masse énorme de chômage et de sous-emploi n'a connu aucune augmentation de salaire, et elle représente la grande majorité de la population. D'après les données officielles, la population active connaît, en temps normal, un taux de chômage chronique de 65%.

1-5 Les prix du loyer de la terre augmentent

Avec l'inflation, comme avec toute crise économique, ce sont les pauvres et les marginalisés qui souffrent le plus. Chez nous, la structure archaïque de propriété de la terre engendre le sous-emploi chronique dont nous avons déjà parlé. Et pour aggraver encore plus la situation, les propriétaires ont, au cours des dernières années, considérablement augmenté le prix du loyer de la terre, de sorte que le petit cultivateur qui paie quelques lopins de terre pour semer du grain et des légumineux ne peut plus le faire. Et ce qui est pire, c'est que cette hausse du prix du loyer de la terre est en grande partie la conséquence d'une forte demande de terres pour la culture du coton et de la canne à sucre, produits qui sont destinés à l'exportation. Cela veut dire, en d'autres termes, que dans notre pays à fort taux de natalité, les terres cultivables qui sont déjà insuffisantes pour la production de céréales et de légumineux, le deviennent davantage encore parce qu'elles sont utilisées pour une production destinée à l'exportation.

1-6 L'enrichissement de quelques-uns et l'appauvrissement de la majorité des gens

Une étude récente sur l'inflation au Salvador, faite à l'Université

d'Amérique centrale "José Simón Cañas", déclare en conclusion de son analyse des causes de cette situation: "Dans la détermination des facteurs provoquant l'inflation actuelle, nous ne pouvons en attribuer la cause à la faible demande de la majorité de la population, mais bien à une demande excédentaire de la minorité". En d'autres termes, c'est la structure économique faites pour quelques-uns possédant beaucoup et de masses pauvres possédant très peu, qui, une fois encore, se révèle être la cause du déséquilibre et du désordre social qui est le nôtre. L'inflation ne fait que rendre plus manifeste une situation d'injustice qui engendre nécessairement des crises graves.

1-7 La famine

Tout cela nous amène à la conclusion que de nombreuses familles salvadoriennes sont aux prises avec la faim. En plus du déjà faible régime alimentaire de la grande majorité de la population, la hausse des prix pour les produits de première nécessité, la baisse du pouvoir d'achat pour le peuple salvadorien et sa faible capacité d'épargne contribuent à affaiblir davantage encore son niveau alimentaire.

Les organisations de la Caritas et du Catholic Relief Service du Salvador ont, l'année dernière, réalisé une rapide étude par échantillonnage dans cinq communautés du Département de Santa Ana, consacrée à la situation de dénutrition pré-scolaire. La conclusion la plus alarmante tirée de cette étude concerne l'augmentation manifeste du taux de dénutrition de la population pré-scolaire: il passe de 73,4%, d'après l'étude de l'INCAP faite en 1965, à 92,10% en 1974, d'après l'échantillonnage de Caritas-Catholic Relief Service. Dans la même étude, on constate que les degrés de dénutrition les plus graves se trouvent "chez les sujets qui proviennent de familles dont le revenu par tête est inférieur à la moyenne générale et dont le nombre d'enfants est nettement supérieur". Rappelons-nous qu'au plan international, nous arrivons au 5e rang mondial pour le taux de dénutrition!

1-8 Un défi pour le gouvernement

Les économistes déclarent habituellement que l'inflation est l'un des plus grands ennemis de tout gouvernement. Cela tient d'une part au processus inflationniste lui-même dont la réduction n'est pas aisée; et, d'autre part, aux solutions auxquelles il faut avoir recours car, si l'inflation est l'un des facteurs de base de la crise du système économique, sa réduction suppose l'emploi de mesures extrêmes, difficilement supportables en raison des lourds sacrifices imposés, et peu contrôlables en raison de l'habileté de l'homme économique.

Conscient de notre rôle d'évêque de la province ecclésiastique du Salvador, et informé du défi que représente l'inflation pour le gouvernement ainsi que de ses lourdes conséquences pour le pays, en particulier dans les couches les plus pauvres de la population, nous nous sentons dans l'obligation d'apporter tout notre appui moral aux justes mesures qui seront prises pour remédier aux causes profondes du déséquilibre économique de notre pays. Nous voulons par là attirer l'attention des responsables de l'économie nationale et des milieux professionnels pour que, devant la gravité de la situation, nous unissions nos efforts dans la recherche des mesures à prendre afin de redresser la situation au bénéfice de l'ensemble du peuple salvadorien.

2- L'HOMME, CET ETERNEL OUBLIE DE LA SOCIETE DE CONSOMMATION

Dans la recherche urgente de solutions, nous voulons offrir ici l'apport de la pensée sociale de l'Eglise. Dieu notre Seigneur, comme nous le disions dans l'introduction, a placé l'homme dans le monde comme roi de la création et lui a confié le soin d'oeuvrer à son achèvement en perfectionnant la création pour le bien de l'homme et de tous les hommes.

Les faits signalés plus haut nous montrent à l'évidence qu'aujourd'hui, au Salvador, l'homme est aux prises avec la faim. Il s'appauvrit chaque jour un peu plus. Il vit dans l'incertitude du lendemain... Nous maintenons une structure sociale dans laquelle l'homme est l'éternel oublié de la société. Pire, il est gravement porté atteinte aux hommes par le non respect constant des droits de l'homme. C'est dire que l'homme n'est pas seulement l'éternel oublié, mais qu'il est aussi une victime. C'est pourquoi nous avons besoin, pour le moins, de nous convertir afin de travailler à la réconciliation entre frères. C'est dans ce sens que nous attirons l'attention de tous ceux qui détiennent une parcelle de pouvoir dans le pays, qu'il soit d'ordre politique, social, économique, intellectuel ou culturel. Nous devons travailler à l'avènement d'une société plus juste, dans laquelle l'objectif essentiel soit le bien de tous les salvadoriens. Ce qui implique aujourd'hui en certain nombre de sacrifices.

2-1 Nécessité d'un nouvel ordre économique

La 6e session de l'Assemblée générale des Nations-unies, qui s'est tenue l'année dernière à New-York pour étudier le problème des matières premières et du développement, s'est terminée avec l'approbation, le 1er mai, de la déclaration sur la recherche d'un nouvel ordre économique international. L'originalité de cette déclaration réside dans l'affirmation d'un principe jusqu'alors volontairement ignoré et qui est le suivant: la croissance des économies occidentales est indissolublement liée au développement du Tiers-monde. Jusqu'à maintenant, le développement des pays riches s'est fait aux dépens des pays appauvris du Tiers-monde. Le nouvel ordre économique recherché détermine que le taux de croissance des uns et le développement des autres soient établis d'un commun accord en tenant compte des possibilités de production et d'absorption des deux parties. L'harmonisation des plans de croissance ^{des uns} et des programmes de développement des autres devient l'une des conditions de l'équilibre économique mondial recherché.

L'économie de consommation jusqu'alors en vigueur a dicté ses normes et obligé nos pays à être des producteurs de matières premières qui sont vendues à bas prix sur le marché international en échange de machines et de technologie achetées au prix fort. La déclaration des Nations-unies propose un programme d'action basé sur la souveraineté nationale des ressources naturelles et sur l'exercice, par les pays en voie de développement, du droit naturel à décider de l'usage de ces ressources naturelles, à constituer des associations de producteurs et à contrôler de façon rigoureuse les activités des sociétés multinationales.

Si les Etats signent de tels accords pour défendre leurs droits dans le concert des nations et pour rechercher le bien de la communauté internationale, ne devrions-nous pas faire la même chose au plan national pour parvenir à la paix sociale dans le pays? Nous ne comprenons pas comment notre pays peut être signataire de cette déclaration si, au plan

de l'économie nationale, aucune mesure n'est prise pour opérer les redressements nécessaires et pour que le Salvador puisse établir un nouvel ordre économique propre à mettre les ressources naturelles du pays au service de tous les salvadoriens et pas seulement au service et au profit de quelques-uns. Si, au plan international, le dialogue s'ouvre entre pays riches et pays pauvres, il nous faut, au plan national, rechercher la façon d'établir un dialogue entre les riches et les pauvres. Mais ce dialogue est impossible si les riches sont les seuls à parler et si les pauvres ne se font pas entendre; si les riches sont les seuls à imposer leurs conditions au gouvernement et si les forces politiques servent à les imposer aux pauvres.

Au plan international, les pays pauvres éprouvent le besoin de constituer des "associations de producteurs pour contrôler les activités des sociétés multinationales". Il faut qu'au plan national, les pauvres constituent eux aussi des associations, des ligues agraires, des coopératives, des syndicats de paysans et autres pour contrôler les activités des sociétés multinationales et nationales qui provoquent la famine dans le pays en réduisant toujours davantage la superficie des terres affectées aux plantations de céréales de base pour les destiner à la production de biens d'exportation qui rapportent des devises.

En ce qui nous concerne ici, au Salvador, conformément aux conclusions de l'étude faite à l'Université d'Amérique centrale "José Simeón Cañas" et citée plus haut, nous redisons: "le café dévore l'homme". Cela veut dire que les bonnes terres du pays sont réservées aux plantations de café, de coton, de canne à sucre, tous ces produits destinés à l'étranger, et il ne reste que les mauvaises terres pour la production du pain des salvadoriens: le maïs, les haricots noirs, le riz...

2-2 L'homme dans le nouvel ordre économique

Tout au long de son histoire, l'homme a élaboré des formes de vie sociale répondant à ses besoins. Le mode de production et de consommation des aliments est, pour chaque peuple, la base de sa civilisation. Avec la colonisation de nos peuples par les pays européens, nous sommes entrés dans l'économie de marché et dans la société de consommation; comme peuples colonisés, nous avons été obligés de produire pour la métropole. Nous avons continué d'être des pays agricoles, mais nous avons progressivement abandonné la production des céréales de base destinées à la consommation des salvadoriens, et nos terres sont de plus en plus utilisées pour produire du café, du coton, de la canne à sucre... produits qui sont exportés à l'étranger et qui rapportent des devises, lesquelles servent de garantie aux transactions financières et commerciales.

Dernièrement, les pays d'Amérique centrale, le Salvador en particulier, viennent de se lancer dans la production de viande, ce qu'ils ne faisaient pas jusqu'à maintenant. D'après les spécialistes en la matière, il faut 8 kg de céréales pour produire 1 kg de viande bovine, 6 kg pour 1 de poulet, et 5 kg pour 1 de viande de porc.

La fameuse révolution verte a augmenté la productivité de la terre au bénéfice évident de nombreux agriculteurs; mais en contrepartie, elle a provoqué dans notre pays un ralentissement de la nécessaire réforme du statut de la terre, puisqu'elle a permis de produire davantage pour la même superficie, ce qui affaiblit d'autant la pression en faveur de la réforme agraire.

C'est pour nous un devoir national de garantir à tous les salvadoriens le nécessaire pour leur subsistance. S'il est vrai que l'équilibre international oblige les Etats à échanger entre eux des biens économiques et qu'il leur faut pour cela obtenir des devises grâce à la vente de leurs produits nationaux, il est également vrai que, dans l'échelle des priorités et à la lumière du droit naturel, le droit à la subsistance pour tout homme vient en premier lieu.

Les spécialistes en sciences sociales présentent des chiffres saisissants concernant la dénutrition dans notre pays. Beaucoup de paysans salvadoriens, nos frères, ne mangent que deux fois par jour. La viande est chez eux un luxe. La faim est une réalité chez nous. Et ces paysans sont la force de travail qui permet les récoltes et produit des devises.

3- LES VOIES DE LA RECONCILIATION NATIONAL ET DE L'ESPOIR

Comme nous l'avons constaté, l'inflation nous oblige à une réflexion en profondeur et exige un certain nombre de sacrifices si nous voulons la réduire.

3-1 La lutte contre l'inflation suppose des sacrifices

Nous ne sommes pas spécialiste en la matière. Nous nous contentons de parler de notre point de vue spécifique qui est celui de l'archevêque de San Salvador. Notre appel voudrait toucher les coeurs de tous les salvadoriens pour les aider à prendre réellement conscience du caractère délicat de la situation. Et cela, en vue de préparer les esprits et d'inciter les volontés aux sacrifices nécessaires pour un avenir d'es-pérance, de paix et de justice. Ces sacrifices ne doivent en aucune fa-çon se traduire par une atteinte à la vie des salvadoriens. Ce serait leur porter atteinte que de les laisser souffrir de la faim.

Dans la situation conflictive qui est la nôtre aujourd'hui, s'il nous faut, pour le bien de la nation, choisir entre les nécessaires sacrifices chez ceux qui ont beaucoup et l'augmentation des sacrifices chez ceux qui ont peu, la justice demande de choisir l'imposition des sacrifices à ceux qui ont beaucoup. Bien que la prospérité du pays ait augmenté, les pauvres n'en ont pas bénéficié. Dans la crise actuelle, ce sont eux qui en supportent le plus les conséquences et leur désespoir peut amener le pays à connaître une situation de désordres sociaux. C'est pourquoi nous voulons faire entendre notre voix à tous ceux qui vivent dans l'aisance, afin qu'ils acceptent de se voir imposer la dose de sacrifices nécessaire au bien national. Il est possible que les autorités gouverne-mentales soient amenées à augmenter les impôts directs; il est possible que l'on arrive rapidement - c'est nous qui le demandons - à une loi sur la réforme agraire; il est possible que des mesures soient prises dans le sens d'une politique de "planification active" obligeant les milieux industriels à investir dans des secteurs précis pour renforcer l'économie de la nation... De telles mesures, ainsi que toute autre qui s'avérerait nécessaire, supposent pour ceux qui en portent le poids quelque sacrifice ainsi que l'abandon de comportements individualistes. Les uns et les autres doivent considérer cela à la lumière du bien de la nation et en fonction de la justice comme de la paix de la communauté nationale.

3-2 La responsabilité des gouvernants

La crise inflationniste oblige les gouvernants à faire preuve de vigilance par rapport, non seulement à l'évolution de l'inflation comme phénomène économique, mais aussi à l'attitude du peuple dans cette conjoncture. Etant donné qu'il s'agit d'un problème touchant profondément à la vie des peuples, des tensions et des réclamations peuvent surgir. Le peuple doit être informé et connaître la vérité puisque, comme nous le disions, l'inflation est synonyme de sacrifices. Ceux-ci sont plus facilement supportés et voulus quand on connaît les résultats attendus.

A notre sens, le recours à la répression n'est certainement pas la mesure appropriée. Il faut comprendre que, lors de telles crises, des voix s'élèvent pour protester et des groupes de pression s'organisent pour réclamer chacun de leur côté. Le dialogue reste la seule vraie mesure permettant de connaître les intérêts et les besoins des uns et des autres et de rechercher les solutions adéquates. Nous ne pouvons en aucune façon approuver des mesures répressives qui troublent l'ordre public et portent atteinte à la vie du peuple salvadorien.

/nelles

3-3 La responsabilité des Universités et des associations profession-

L'un des services à rendre dans une situation inflationniste est d'analyser les causes et les données du problème. Les différentes associations professionnelles et les Universités peuvent trouver là un important champ d'investigation. A ce propos, nous exprimons notre préoccupation pour les conflits qui se sont produits à l'Université nationale. Nous regrettons qu'elle ait été fermée pendant plus d'un an. Le pays a perdu les services d'un certain nombre de personnes qui seraient déjà en train d'exercer leur profession pour le bénéfice du peuple. Depuis que les portes de l'Université se sont rouvertes, la situation interne n'est pas encore normalisée.

A cette occasion, nous lançons un appel aux étudiants, aux professeurs et au personnel administratif pour leur demander de se défaire de tout intérêt qui ne soit celui d'assurer la viabilité de l'Université comme institution autonome, de sorte que le pays puisse bénéficier de ses services pour le plus grand bien de la communauté nationale.

3-4 La responsabilité des citoyens

Nous voulons enfin attirer l'attention des industriels et des hommes d'affaire du pays. Il est incontestable qu'une politique d'industrialisation bien conduite est profitable aux citoyens. Nous sommes un pays petit. Il a besoin d'un type d'industrie qui crée des emplois afin de répondre à l'offre grandissante de main-d'oeuvre; qui permette en même temps d'obtenir un indice de production propre à assurer l'entrée des devises pour les transactions internationales; et qui ait aussi le souci premier de satisfaire les besoins élémentaires de chaque salvadorien. Quand les principes sont fermement établis, l'esprit inventif et la technologie parviennent toujours à trouver les moyens d'y répondre. Le Salvador a besoin d'un type d'industrialisation correspondant à sa petite dimension territoriale et à sa croissance démographique.

La nécessité de produire plus et mieux, conformément aux besoins du pays, relève aussi de la responsabilité du petit agriculteur. Dans un

pays comme le nôtre, c'est un devoir de conscience de faire qu'il n'y ait plus de terres en friche. L'Etat doit veiller à cela, car c'est une exigence du bien commun. Aussi sommes-nous satisfaits de l'approbation récente de la loi sur l'affermage. Nous invitons tous les propriétaires terriens à s'engager à ne pas laisser de terres en friche et à être prêts à louer en priorité aux paysans sans terre celles qu'ils ne peuvent exploiter.

Et vous, chers paysans qui cultivez la terre, appliquez-vous soigneusement à toujours mieux exploiter les petites parcelles que vous possédez, ainsi que les terres que vous affermez.

3-5 Un souffle d'espoir: la paix avec le Honduras

Nous ne pouvons terminer cette lettre sans exprimer notre joie de sentir souffler un léger vent de paix entre nos deux peuples: le Honduras et El Salvador. Nous avons accompagné avec une grande satisfaction les pas qui ont été faits dans l'attente, très prochaine, d'un traité de paix. C'est une bonne chose pour nos deux pays. Le Honduras et El Salvador connaissent aujourd'hui le même problème qu'est celui de l'inflation. La paix permettra sans aucun doute, entre nos deux peuples, un échange favorable à la lutte contre l'inflation.

Nous voudrions simplement répéter ici quelques-unes des idées du Saint-père lors de la récente Journée mondiale de la paix. Il insistait sur une paix basée sur la réconciliation des esprits. Nous invitons de même tous les salvadoriens à recevoir dans la joie et à traiter fraternellement nos amis honduriens quand s'ouvriront, pour un échange nécessaire et libre, les frontières entre nos deux pays.

Nous devons, comme le déclare le pape, parvenir à une paix ferme et durable qui permettra à nos deux peuples de connaître une situation meilleure que celle d'avant le conflit. Nous devons rester vigilants de façon à ce que les liens de fraternité centre-américaine soient davantage renforcés entre tous les pays de l'isthme, car seule l'union entre nous permettra de nourrir l'espoir d'un bien-être grandissant pour tous les centre-américains.

Nous avons voulu publier cette lettre pastorale à l'occasion de Pâques car nous pensons que la Semaine sainte est un temps propice à la réflexion sur nos attitudes envers Dieu et envers nos frères.

Nous espérons que nos paroles seront reçues comme un appel à la conscience des salvadoriens et à la solidarité entre tous pour que nous trouvions les solutions à la crise actuelle et que nous marchions ensemble vers la prospérité.

En signe de remerciement pour votre attention à cette lettre pastorale, nous vous donnons notre bénédiction au nom du Père, du Fils et du Saint-esprit. Amen.

San Salvador, le 30 mars 1975
en la fête de la Résurrection
Luis Chávez y González
archevêque de San Salvador

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 140F - Etranger 150F
(avion: tarif spécial)

Directeur de la publication: Charles ANTOINE

Imprimerie: DIAL, 170 bd du Montparnasse, 75014 Paris

D 232-9/9

Commission paritaire de presse n° 56249